

Brutale, hideuse et illégale : 9 choses que vous devez savoir sur l'occupation israélienne de la Palestine

Par David Palumbo-Liu – 11 avril – Salon.com

Le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions conquiert de nouveaux terrains de jour en jour. Voici pourquoi.



Photo : Reuters/Ronen Zvulun

Alors que ce récit est mis sous presse, l'Association américaine d'anthropologie (AAA) est en train de procéder au vote d'une résolution pour un boycott académique en solidarité avec le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). Si elle vote la résolution, ce sera la plus grande

organisation académique au monde à l'avoir fait, rejoignant des dizaines d'autres organisations académiques professionnelles, syndicats, et syndicats d'étudiants aux États-Unis et en Europe. La résolution de l'AAA pour le boycott vient juste de recevoir l'approbation de 22 anthropologues israéliens, dont la lettre se lit en partie comme suit :

« Nous convenons que nous sommes arrivés à un point critique où, sous certaines conditions internationales, une autre expulsion massive de Palestiniens pourrait se produire – ou pire... Nous estimons qu'il est possible de prendre une position positive contre cette réalité. L'appel palestinien au BDS se fonde sur une protestation anticoloniale, sous une forme non violente, contre une occupation qui est extrêmement violente ».

L'occupation est également au premier plan sur la scène politique aux États-Unis, même quand les politiciens tournent autour du pot sur cette question. Récemment, quatre candidats à la présidentielle, dont Hillary Clinton et Donald Trump, ont tenu à exprimer leur ardent soutien à Israël devant la convention du Comité américain pour les affaires publiques israéliennes (AIPAC). Le titre d'un article dans le *Ha'aretz* parle de lui-même : *« Les candidats à l'AIPAC : qui s'abaissera le plus devant ses exigences : Clinton ou Trump ? Peu importe ! La conférence de l'AIPAC a été un tour d'honneur pour un Benjamin Netanyahu victorieux. »*. L'article résume ainsi ce désolant spectacle :

« L'expression « s'abaisser » n'est même pas un début de vérité. Tout au long de la nuit, les quatre candidats ont recherché les applaudissements en déblatérant sur des sanctions contre l'Iran – même Clinton qui avait été contrainte d'adopter l'accord avec l'Iran en raison de son affiliation avec Obama, même elle n'a pas répugné à le faire.

« Tous les candidats ont admonesté les Palestiniens pour leur

promotion d'une « culture de haine et de mort », mais aucun n'a évoqué l'occupation de la Cisjordanie, ni la crise humanitaire incessante qu'est Gaza. Ils ont bassement flatté l'AIPAC, et cela leur a gagné des applaudissements tonitruants et des ovations debout ».

Bernie Sanders, seul, a eu le courage d'aller à contre-courant et d'introduire un minimum de vérité, de morale et de réalité, mais comme d'habitude, les médias dominants n'en ont pas parlé. Comme *The Intercept* le rapporte :

« Dans un discours à Salt Lake City, qui avait été proposé à l'AIPAC pour une émission de télévision – une proposition qui a été refusée -, le sénateur du Vermont a répété qu'il soutenait la sécurité d'Israël. Il a aussi insisté sur le fait que « la paix signifie aussi la sécurité pour chaque Palestinien. Elle signifie parvenir à l'autodétermination, aux droits civils, et au bien-être économique pour le peuple palestinien » .

« Sanders a déclaré qu'il était « absurde » de la part d'Israël de vouloir plus de colonisation en réponse à la violence. « La paix signifiera aussi la fin du blocus économique de Gaza » dit-il. « Et elle signifiera une répartition durable et équitable des précieuses ressources en eau, de sorte qu'Israël et la Palestine puissent prospérer l'un et l'autre en tant que voisins » ».

Également, et contrastant de façon frappante avec le non-débat sur ce point essentiel de la politique étrangère US, on apprenait que récemment, le sénateur Patrick Leahy et dix membres de la Chambre des représentants avaient adressé une lettre au secrétaire d'État John Kerry, lui demandant d'enquêter sur les allégations selon lesquelles les forces de sécurité israéliennes et égyptiennes avaient commis « *de flagrantes violations des droits de l'homme* ». Comme *Politico* (média de l'actualité politique US) l'explique, « *La signature de Leahy est à noter tout particulièrement parce que son nom*

est attaché à une loi qui conditionne l'aide militaire US aux autres pays à l'existence ou non de mauvais traitements commis par leurs forces de sécurité ».

En dépit du fait que l'occupation illégale par Israël et ses violations persistantes des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé (TPO) font l'objet d'une condamnation de plus en plus large, tant ici qu'au niveau international, la plupart des Américains n'en savent toujours que très peu sur la nature exacte de cette occupation, ses racines historiques profondes et son impact mortel sur la vie des Palestiniens ordinaires. Ce n'est pas surprenant étant donné le black-out quasi-total des médias sur la question. Comme la Fondation pour la paix au Moyen-Orient le souligne, à la conférence de l'AIPAC aucun des participants n'a osé prononcer le mot « occupation », un mot qui a une signification juridique claire et légitime. Et la Fondation interroge, pourquoi ? :

« C'est un mot qui est loin d'être radical. Un mot dont l'applicabilité a été confirmée par la Haute Cour de Justice en Israël, et qui a été utilisé par des Premiers ministres tels qu'Ehud Barak et même Ariel Sharon. Il a aussi le mérite de décrire la situation sur le terrain en Cisjordanie, et légalement il s'applique tout autant pour Gaza. Le fait que les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza soient régentés par une législation militaire, plutôt que civile, démontre bien qu'Israël lui-même reconnaît le fait juridique de l'occupation, malgré ce que ses politiciens de droite peuvent alléguer ».

C'est précisément parce que l'occupation est illégale en vertu du droit international qu'Israël ne peut pas tolérer que son contrôle et son exploitation d'une main de fer de la terre palestinienne se voient donné ce nom. C'est aussi pour cela qu'aucun des candidats présidentiels qui se sont exprimés devant l'AIPAC n'a aussi prononcé ce mot – le faire aurait mis à nu le fait que, en criant leur soutien à Israël, ils

déclaraient en même temps leur soutien à l'occupation illégale, une occupation que même le Département d'État US dénonce.

Compte tenu du poids donné au terme « occupation », il nous faut savoir exactement ce qu'il veut dire, et pourquoi il est devenu le point central de tant d'activités énergiques et engagées pour les droits de l'homme, ici et internationalement. Voici neuf raisons fondamentales pour lesquelles vous devriez vous préoccuper de l'occupation, et savoir ce que nos dirigeants politiques traditionnels, et même certains analystes, ne veulent pas que vous sachiez.

1 – L'occupation est illégale

Qu'entendons-nous par « occupation israélienne » ? En 1967, Israël s'est emparé de ce que l'on appelle aujourd'hui le Territoire palestinien occupé (TPO) au cours d'un acte de guerre. Les Nations-Unies ont condamné cette action et elles ont exprimé cette condamnation dans la Résolution 242 (novembre 1967) qui insiste sur « *l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité* ». Le document de l'ONU énonce les principes qui appellent au « *retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit ; à la fin de toute revendication ou de tout état de belligérance, et au respect et à la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces et d'actes de violence* ». Il s'agit d'une déclaration précise qui insiste sur le droit inviolable des Palestiniens à un État.

Au lieu d'un Israël agissant en accord avec cette résolution qui a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies – dont les États-Unis sont membres -, nous

assistons à une histoire ininterrompue, s'étirant sur des décennies, d'un Israël qui dénie aux Palestiniens leurs droits et leur terre. Qui plus est, non seulement il n'y a eu aucune réduction dans les terres palestiniennes qu'il s'est appropriées, mais Israël a constamment augmenté son acquisition illégale de terres et ses constructions de colonies illégales. Comme le secrétaire des Nations-Unies Ban Ki-Moon l'a noté, ces actions ont contribué à la montée de la violence dans le TPO. Et il a qualifié les colonies « *d'affront au monde* ».

Human Rights Watch décrit les nombreuses violations par Israël du droit international et des conventions relatives aux droits de l'homme :

« Les colonies israéliennes en Cisjordanie violent les lois de l'occupation. La Quatrième Convention de Genève interdit à une puissance occupante de transférer ses citoyens dans le territoire qu'elle occupe et de transférer ou déplacer la population d'un territoire occupé à l'intérieur ou à l'extérieur de ce territoire. Le Statut de Rome, traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI), fixe la compétence de la Cour en matière de crimes de guerre, notamment les crimes de transferts de parties de la population civile d'une puissance occupante vers l'intérieur d'un territoire occupé, et le transfert forcé de la population d'un territoire occupé. La CPI a compétence sur les crimes commis dans ou à partir du territoire de l'État de Palestine, qui est maintenant membre de la CPI depuis le 13 juin 2014, date désignée par la Palestine dans une déclaration jointe à son adhésion.

« La confiscation par Israël de la terre, de l'eau et des autres ressources naturelles au profit des colonies et résidents d'Israël violent également les Règlements de La Haye de 1907 qui interdisent à une puissance occupante d'exproprier les ressources du territoire occupé pour son propre profit. En outre, le projet colonial de peuplement d'Israël viole la

législation internationale relative aux droits de l'homme, en particulier la politique discriminatoire d'Israël envers les Palestiniens qui régit pratiquement tous les domaines de la vie en Zone C – régions de la Cisjordanie qui se trouvent sous le contrôle exclusif d'Israël – et qui déplace de force des Palestiniens tout en encourageant la croissance des colonies juives ».

Le porte-parole du Département US, John Kirby, déclare distinctement :

« Notre position de longue date sur les colonies est claire. Nous considérons l'activité de colonisation israélienne comme illégitime et contre-productive pour la cause de la paix. Nous restons profondément préoccupés par la politique actuelle d'Israël à propos des colonies, notamment les constructions, la planification et les légalisations rétroactives ».

Lorsque l'ambassadeur US en Israël, Daniel Shapiro, a attiré l'attention sur le deux poids deux mesures juridiques appliqué dans le TPO – *« Parfois, il semble qu'Israël a deux standards en matière de respect de la règle du droit – un pour les Israéliens, et un autre pour les Palestiniens »* -, il a été traité avec dédain de *« petit garçon juif »* par un collaborateur du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Compte tenu de tout cela, il est plus qu'étrange d'entendre Hillary Clinton et d'autres défendre un régime qui persiste dans des pratiques que notre propre Département d'État a condamnées comme illégales et très problématiques pour les intérêts des États-Unis et du monde, et, dans le cas de Clinton, d'aller jusqu'à promettre une augmentation de l'aide militaire à ce régime pour qu'il puisse agir encore plus efficacement contre le droit international, et contre la politique états-unienne.

2 – Elle viole les droits de l'homme, et Israël agit en toute

impunité.

En même temps qu'il méprise toute la série de droits humains internationaux cités ci-dessus, Israël a tant fait pour bloquer toute inspection du TPO par les inspecteurs des droits de l'homme, que Makarim Wibisono, le rapporteur spécial des Nations-Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens, a remis sa démission en janvier. Il a déclaré : « *Malheureusement, mes efforts pour aider à l'amélioration de la vie des victimes palestiniennes des violations sous l'occupation israélienne ont été contrariés à chaque étape du processus* ».

Aussi, venant des Nations-Unies :

Le rapporteur spécial a souligné que lors de sa prise de fonction en juin 2014, il lui avait été assuré qu'il aurait accès au Territoire palestinien occupé. « *J'ai pris ce mandat en comprenant qu'Israël m'en permettrait l'accès, en tant qu'observateur impartial et objectif* », a-t-il déclaré.

Les demandes répétées pour l'accès, tant écrites qu'orales, ont été vaines. « *En l'absence de réponse d'Israël à ma dernière requête, en octobre 2015, pour obtenir l'accès avant la fin 2015, c'est avec un profond regret que j'accepte la prémisse sur laquelle j'ai pris le mandat, qui est d'avoir un accès direct aux victimes dans le Territoire palestinien occupé, et qui ne sera pas respectée* », a déclaré le rapporteur spécial.

Mr Wibisono a déclaré que tout au long de sa fonction, le gouvernement de l'État de Palestine a coopéré pleinement avec le mandat.

Le rapporteur spécial a exprimé sa vive préoccupation devant l'absence de protection efficace des victimes palestiniennes contre les violations constantes des droits de l'homme et les violations du droit humanitaire international.

Le prédécesseur de Wibisono comme rapporteur spécial des Nations-Unies, Richard Falk, a dit ceci en 2013 : « *Ni Israël, ni ses mandataires, ne peuvent justifier les faits sur le terrain en Palestine occupée, aussi, ils détournent l'attention, dénaturent les faits et diffament pour permettre aux violations de se poursuivre* ».

Par les Nations-Unies :

Dans un communiqué de presse, Mr Falk a souligné que « *les campagnes de diffamation irresponsables et malhonnêtes visant à discréditer ceux qui documentent ces réalités ne changent en rien les réalités sur le terrain depuis qu'Israël a lancé la guerre avec laquelle il a commencé son occupation de la Palestine* ».

Selon Mr Falk, Israël confisque effectivement l'eau et la terre palestiniennes, notamment en s'emparant cette semaine de 60 000 autres m² de terres près de Naplouse.

« *Israël continue d'annexer le territoire palestinien ; Israël persiste à démolir les maisons des Palestiniens et peuple la Palestine de ses citoyens israéliens ; Israël maintient une politique de punition collective sur 1,75 million de Palestiniens en imposant le blocus de la bande de Gaza ; et Israël poursuit son occupation en toute impunité, refusant d'entendre les appels dans le monde à respecter le droit international* », dit-il.

Dans sa Vue d'ensemble de la situation dans le TPO, Amnesty International se fait l'écho précisément de ces préoccupations :

« *En Cisjordanie, notamment à Jérusalem-Est, les forces israéliennes ont commis des meurtres arbitraires de civils palestiniens, dont des enfants, et mis en détention des milliers de Palestiniens qui protestaient ou s'opposaient d'une manière ou d'une autre à l'occupation militaire persistante, gardant des centaines d'entre eux en détention*

administrative. Les tortures et autres mauvais traitements sont toujours monnaie courante et sont commis en toute impunité. Les autorités ont continué la promotion des colonies illégales en Cisjordanie, et elles restreignent gravement la liberté de déplacements des Palestiniens, resserrant toujours davantage les restrictions en pleine escalade de la violence depuis octobre, notamment avec des attaques sur les civils israéliens par des Palestiniens, et des exécutions présumées extrajudiciaires par les forces israéliennes. Les colons israéliens en Cisjordanie agressent les Palestiniens et leurs biens quasiment en toute impunité. La bande de Gaza est maintenue sous le blocus militaire israélien qui impose une punition collective à ses habitants. Les autorités ont poursuivi les démolitions de maisons palestiniennes, en Cisjordanie et à l'intérieur d'Israël, particulièrement dans les villages bédouins dans la région du Néguev/Naqab, expulsant par la force leurs habitants. Elles ont également détenu et expulsé des milliers de demandeurs d'asile africains et emprisonné des objecteurs de conscience israéliens. »

3 – C'est le seul projet de colonisation en cours et ininterrompu dans le monde

La confiscation illégale de la terre palestinienne, la démolition des maisons palestiniennes et la construction de colonies illégales s'intègrent dans un programme systématique, permanent, visant à infliger la misère, la détresse et la mort à une population captive dans ce que le Premier ministre britannique David Cameron a qualifié, dans une expression célèbre, « *un camp de prisonniers à ciel ouvert* ». L'objectif est d'annexer de façon définitive l'ensemble de la terre palestinienne, une violation flagrante du droit international.

4 – Il tue les gens de façon expéditive, dans des agressions comme celle montée dans l'été 2014

Les Nations-Unies rapportent que durant cette attaque contre une population emprisonnée par l'une des forces militaires les plus puissantes dans le monde, « au moins 2104 Palestiniens sont morts, dont 1462 civils comprenant 495 enfants et 253 femmes ». Amnesty International a également attiré l'attention sur les « exécutions extrajudiciaires » dans les rues. Comme rapporté dans Salon :

« Pour les Palestiniens qui vivent sous une occupation militaire israélienne illégale, une répression violente est un fardeau quotidien. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations-Unies (OCHA) a rapporté que les Palestiniens ont été blessés 14 000 fois rien qu'en 2015 ; et que 136 ont été tués. Ce sont les chiffres les plus élevés de l'agence des Nations-Unies depuis qu'elle a commencé à documenter la violence en 2005.

« Des manifestations pacifiques palestiniennes sont dispersées par les soldats israéliens pratiquement tous les jours. Il n'est pas rare pour le citoyen moyen de se faire tirer dessus, ou d'être réveillé au milieu de la nuit par les raids des soldats israéliens.

« Selon un rapport de l'Ong Défense internationale des enfants/section Palestine (DCI), les forces israéliennes ont tiré sur au moins 30 enfants en Cisjordanie occupée, dont Jérusalem-Est, au cours des trois premiers mois de 2015. »

5 – Il tue les gens lentement, aussi

Une façon pour agir de la sorte, c'est de maintenir une mainmise sur les Palestiniens au moyen d'un embargo illégal, d'un détournement à son profit de l'électricité et de l'eau, de la destruction de l'infrastructure, du chômage. Les Nations-Unies rapportent que « ces restrictions ont réduit l'accès aux moyens de subsistance, aux services de base et aux logements, elles ont perturbé la vie des familles, et sapé les

espoirs d'un peuple pour un avenir sûr et prospère ».

De façon terrifiante, le gouvernement israélien a réellement commandé une étude pour connaître le nombre minimum de calories qu'il pouvait attribuer aux Palestiniens, ayant la crainte que leur mort sous l'occupation ne se généralise et ne soit connue. Autrement dit, il voulait descendre la quantité juste avant que les Palestiniens affamés et en captivité ne meurent. *Ha'aretz* note :

« Après une bataille juridique de trois ans et demi, engagée par l'organisation des droits de l'homme Gisha, le coordinateur des activités gouvernementales dans les Territoires a finalement publié un document en 2008 qui expose en détail les « lignes rouges » pour « la consommation alimentaire dans la bande de Gaza » ».

« Le document calcule la quantité minimum de calories nécessaires, selon l'avis de COGAT, pour éviter la sous-alimentation aux habitants de Gaza à un moment où Israël resserre ses restrictions sur les déplacements de la population et des marchandises, dans et hors de la Bande, y compris des produits alimentaires et des matières premières.

« La décision du cabinet a déclaré que « le déplacement des marchandises dans la bande de Gaza sera restreint ; la fourniture de gaz et d'électricité allait être réduite ; et des restrictions seront imposées sur les déplacements de la population pour sortir de la Bande et y entrer ». En plus, les exportations hors de Gaza seront totalement interdites. Cependant, ajoutait la résolution, les restrictions devront être dosées afin d'éviter une « crise humanitaire ». »

6 – Il est particulièrement néfaste pour les enfants et les jeunes gens

Par exemple, en janvier 2015, l'UNESCO a publié son

« Appréciation rapide des institutions de l'enseignement supérieur à Gaza », elle constate que les décès d'étudiants durant le conflit ont constitué plus du quart – 27,4 % – du nombre total des morts civiles subies en Palestine. Une récente étude indique que depuis 2000, Israël a arrêté et emprisonné plus de 7000 enfants.

Notre propre gouvernement US a mené sa propre enquête et a publié un rapport :

« Le rapport annuel par pays concernant les pratiques en matière de droits de l'homme, qui comprend une section spécifique couvrant la situation des droits de l'homme en Israël et dans le TPO, soulève un certain nombre de questions liées aux mauvais traitements des enfants palestiniens prisonniers, et au déni du droit à un procès équitable dans les tribunaux militaires israéliens. Il note d'autres violations graves contre les enfants palestiniens, notamment le meurtre et la mutilation d'enfants et des agressions sur des écoles à Gaza par les forces israéliennes. »

7 – De nombreuses organisations, des groupes religieux, et des personnalités ont retiré leur soutien à l'occupation en se désinvestissant et en boycottant

Parmi eux, des personnalités de la société et des artistes, des écrivains et des musiciens, tels que l'archevêque Desmond Tutu, Junot Diaz, Lauryn Hill, Chuck D, Roger Waters, Cornel West, et Angela Davis.

Plus d'un millier de militants et universitaires noirs ont signé une déclaration de solidarité. Le niveau du soutien international à BDS arrive petit à petit à celui auquel était parvenu le soutien à la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud.

En juin 2014, l'Assemblée générale de l'Église presbytérienne (USA) a voté une résolution de désinvestissement, et l'Église méthodiste unifiée a voté le désinvestissement de G4S, « une

société britannique fortement complice de l'occupation militaire par Israël de la Palestine et qui tire profit des multiples violations des droits de l'homme envers les prisonniers politiques palestiniens, notamment les prisonniers enfants ».

Des militants, beaucoup d'étudiants de l'enseignement supérieur, ont également fait pression sur Bill Gates pour qu'il se désinvestisse de G4S, et il l'a fait en 2014, vendant la totalité de ses parts dans la société. Et aujourd'hui, c'est l'entreprise elle-même qui a pris la décision de mettre fin à ses activités en Israël. Comme Mondoweiss le rapporte :

« La société britannique de services de sécurité G4S, la plus importante du monde, a réagi à une campagne mondiale BDS de quatre années protestant contre son rôle dans les violations israéliennes des droits de l'homme palestiniens en annonçant hier qu'elle allait céder sa subvention israélienne dans les « 12 à 24 mois » à venir. Commentant cette initiative, le Financial Times a rapporté que G4S se « dégageait d'une activité préjudiciable à sa réputation ». »

Une discussion sérieuse sur la brutalité, la laideur et l'illégalité de l'occupation s'observe plus particulièrement dans les actions qui se déroulent aussi dans la communauté juive, comme cet évènement avec son titre éloquent. Jewschool fait observer :

« Ce n'est pas tous les jours que le journaliste Peter Beinart et le rabbin Brant Rosen, deux grands maîtres-penseurs américains juifs dont les opinions divergent sur Israël, se retrouvent dans la même pièce. Mais c'est exactement ce qu'il va arriver cet été quand Beinart, auto-proclamé sioniste libéral, qui s'oppose au BDS, et Rosen, co-président du conseil rabbinique d'Une Voix juive pour la paix, vont venir ensemble participer à la campagne de l'été 2016 du Centre juif pour la non-violence appelée : « L'occupation n'est pas notre judaïsme » ».

8 – Ce projet de colonisation, vous le soutenez financièrement et politiquement

Les USA versent à Israël quelque 3,1 milliards de dollars de vos impôts chaque année – et cela juste pour une aide militaire directe, sans restriction. Et Hillary Clinton promet d'augmenter cette somme. C'est notre argent qui permet l'assujettissement des Palestiniens et le maintien de l'occupation, c'est notre argent qui est utilisé pour violer le droit international, les conventions des droits de l'homme, et même la politique de notre propre Département d'État.

Parallèlement à cela, les USA assurent systématiquement à Israël un bouclier contre les résolutions des Nations-Unies et les autres modes de censures et de sanctions. Dans une lettre adressée aux donateurs, de façon déplorable, Hillary Clinton considère son obstruction à la justice pour les Palestiniens comme une marque d'honneur, claironnant ses efforts constants pour garder Israël hors de portée de la loi en étouffant toute critique d'Israël :

« En tant que sénateur et secrétaire d'État, j'ai vu combien il était capital pour l'Amérique de défendre Israël à toute occasion. Je me suis opposée à des dizaines de résolutions anti-Israël aux Nations-Unies, au Conseil des droits de l'homme, et dans les autres organisations internationales ».

Si vous vous êtes vraiment engagé pour les droits humains internationaux, alors vous ne pouvez pas, moralement, laisser Israël se poser en exception, s'accorder une immunité, avec la complicité de politiciens tels que Clinton.

Nous, États-Unis, nous nous trouvons dans la situation orwellienne où notre Département d'État condamne sur la scène publique l'occupation – conformément au droit international – avec, dans le même temps, un Congrès qui vote constamment pour une augmentation de l'aide militaire et la couverture diplomatique d'Israël.

9 – Il fait partie intégrante d'un ensemble tripartite de torts causés aux Palestiniens

Il est crucial que l'occupation soit vue dans ce contexte afin de nous permettre de mesurer sa véritable gravité. Parallèlement à l'occupation, historiquement nous avons, et l'expulsion des trois quarts d'un million de Palestiniens de leur pays en 1948, et le déni continu de tous les droits et privilèges des Palestiniens qui vivent en Israël. Mettre fin à l'occupation est une étape majeure, mais la pleine justice pour les Palestiniens doit intégrer ces deux autres éléments, et c'est exactement ce que fait le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions.

Ainsi, venant de gens comme Hillary Clinton, promettre son soutien à Israël en le mettant dans la position de victime et d'agressé, et en mettant les Palestiniens dans celle de terroristes irrationnels, c'est moralement répugnant et mensonger. Que feriez-vous si vous étiez victime d'un vol de votre terre et de votre maison, si vous étiez attaqué violemment par l'une des forces les plus puissantes dans le monde alors que vous êtes une population captive, et si vos appels à la communauté internationale pour qu'elle fasse respecter et pour qu'elle protège vos droits et votre vie au moyen des règles impératives qu'elle a elle-même instaurées, oui, que feriez-vous si ces appels étaient à leur tour censurés, réduits au silence et attaqués ? Que feriez-vous si vous décidiez que la meilleure façon d'obtenir ces droits passe par un mouvement légal, non violent, de boycott, désinvestissement et sanctions, et que ce mouvement était déclaré illégal par des nations et des États simplement parce qu'il exige d'Israël qu'il se conforme au droit international ? Nous devrions penser à cette histoire profonde quand nos présentateurs d'infos expriment leur perplexité devant des Palestiniens qui sont de plus en plus désespérés et qui prennent des mesures extrêmes. Toute discussion de

« dialogue » dans ces conditions, avec des règles du jeu aussi inégales, est absurde. Les efforts pour gagner les droits des Palestiniens doivent être entrepris dans des circonstances éthiques et justes, et c'est pour cela que les gens se mobilisent en ce sens.

Voici ce que vous pouvez faire :

– Consultez de multiples sources d'informations – ne comptez pas seulement sur les grands médias US pour votre information. Allez sur les sites de [Mondoweiss](#), [Jewish Voice for Peace](#), [American Friends Service Committee](#), [Electronic Intifada](#). Prenez connaissance des documents des Nations-Unies, et de ceux d'[Amnesty International](#), [Human Rights Watch](#), [Middle East Children's Alliance](#), [B'Tselem](#), [du Centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les Territoires occupés](#), et des autres organisations des droits de l'homme.

– Faites savoir à vos représentants au Congrès que vous n'êtes pas d'accord et que vous ne voulez plus que vos impôts servent à payer l'occupation.

– Renseignez-vous sur le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions, et si vous êtes universitaire ou travailleur culturel, informez-vous sur la Campagne US pour le boycott universitaire et culturel d'Israël, déjà approuvée notamment par l'archevêque Desmond Tutu, Angela Davis, Patrice Cullors de Black Lives Matter, Barbara Ehrenreich, Naomi Line, et des centaines d'autres.

– Parlez-en avec vos amis.

Pensez à ceci : il y a des décennies, les gens actifs dans le mouvement anti-apartheid sur les campus de l'enseignement supérieur disaient que durant la lutte, sur tels ou tels campus particuliers, les militants étaient rarissimes. Et aujourd'hui, ils disent que lorsqu'ils visitent ces mêmes

campus, il n'y a personne pour prétendre ne pas faire partie du mouvement. Voilà ce qu'il en est des luttes pour la justice. Aller contre le statu quo est toujours impopulaire et toujours risqué, c'est seulement plus tard que les gens se mettent finalement du bon côté de l'histoire. Cependant, la crise si longue et meurtrière dans le Territoire occupé est telle que ceux qui viendront après nous dans l'avenir, se demanderont certainement ce que nous, nous avons fait pour l'empêcher d'empirer, et ce que nous avons fait pour apporter la justice.

Comme Martin Luther King Jr l'a déclaré autrefois : « *L'arc de l'univers moral est long mais il se plie vers la justice* ». Seulement, il a besoin qu'on l'aide.

Mise à jour : il y a juste quelques jours, le 27 mars, le Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies a adopté six résolutions lors de sa 31^e session ordinaire. Sur les six mesures qu'il a approuvées, quatre se rapportent à Israël-Palestine :

Dans une résolution adoptée sans vote, le Conseil réaffirme le droit inaliénable, permanent et absolu, du peuple palestinien à l'autodétermination, et il réaffirme son soutien à la solution à deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

Dans une résolution adoptée par un vote avec 42 voix pour, aucune contre et 5 abstentions, le Conseil demande à Israël de cesser toutes les pratiques et actions qui violent les droits de l'homme du peuple palestinien ou le caractère, le statut et la composition démographique du Territoire palestinien occupé.

Dans une résolution garantissant la mise en responsabilité et la justice pour toutes violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, dont Jérusalem-Est, adoptée

par un vote avec voix 32 pour, aucune contre et 15 abstentions, le Conseil requiert du Haut Commissaire qu'il fasse la critique de la mise en œuvre des recommandations adressées à toutes les parties depuis 2009, et qu'il présente un rapport lors de la 35^e session.

Dans une résolution adoptée par un vote avec 32 voix pour, aucune contre et 15 abstentions, le Conseil demande à Israël de cesser immédiatement et d'inverser toutes les activités de colonisation, et il requiert du Haut Commissaire qu'il enquête sur les implications des colonies sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels du peuple palestinien.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: Salon.com